

C3(c): Réflexions de Fady Gemayel

Mars 2011

Une sensibilité et deux convictions

Face à la crise immobilière et financière qui a dégénéré en crise économique globale, tout dirigeant s'est vu dans le devoir de reconsidérer tous les systèmes économiques existants. Pour beaucoup il a été même question de remettre en cause le système capitaliste et de préconiser un rôle plus important à l'Etat ; d'où ma réflexion en tant que dirigeant et aussi de Chrétien.

Le libéralisme économique ne défend pas la liberté économique à outrance. Dans une perspective à long terme, il plaide plutôt pour laisser leur libre cours aux forces du marché qui vont trouver les équilibres nécessaires avec le temps. Les excès de part et d'autre amènent dans leur propre action, des éléments de correction ; nous avons tendance à oublier qu'une des conditions nécessaires et sous jacentes de l'école de pensée d'Adam Smith est que un grand nombre de demandeurs et d'offrants constituent le marché et sont les éléments mêmes de dynamiques de correction à long terme. Dans ce sens l'intervention gouvernementale n'est point nécessaire ni même bienvenue. Plus tard plusieurs écoles s'opposeront au « Big Government », et sur un plan parallèle le système économique a progressé en faveur de l'économie libérale, et a évolué profitant de cette liberté. On a vu alors s'instaurer dans certains secteurs une économie d'hégémonie de grands groupes, d'où le « Big Business ». Cependant peut-on admettre que le « Big Business » soit en lui-même un produit intrinsèque à l'économie libérale ? Bien au contraire, le nombre limité d'offrants est en opposition fondamentale avec la logique du bon fonctionnement de l'économie de marché. Par conséquent, n'est-ce pas fondamental pour la logique même de ce bon fonctionnement d'avoir un grand nombre de figurants (demandeurs et offrants), donc l'antithèse même du « Big Business ». On ne peut donc pas défendre le « Big Business » par son association au libéralisme économique.

Les lois du marché voire celle du capitalisme peuvent donc demeurer les assises fondamentales du nouveau modèle économique. Certes l'état a toujours un rôle important mais discret à accomplir. L'expérience réussie de la Banque du Liban (la Banque Centrale) est un modèle concret du responsable à la fois dynamisant quand il s'agit de « bonnes initiatives », mais aussi discrètement et efficacement dissuasif quand il faut freiner ou empêcher certaines nuisances. C'est un modèle réaliste pour un état catalyseur, mais aussi dissuasif quand il le faut.

Les désarrois des régimes à économies dirigées qui ont flanché sous nos yeux ne peuvent me permettre d'envisager un retour à l'interventionnisme, d'où ma profonde conviction du bien fait de l'économie libérale. Toutefois nous avons aussi connu les désarrois de la crise financière et économique des dernières années. Là aussi je ne peux passer outre les abus commis et les malheurs vécus.

Cependant quelle est la solution ?

Une observation des avancées de l'histoire nous laisse entrevoir le comportement à travers le temps de la mouvance qui évolue, soit par des dynamiques évolutives graduelles intrinsèques, ou bien en réaction à des chocs ou à des provocations. Il me semble que l'histoire économique évolue à travers le temps en vacillant suivant des mouvements de pendule basculant entre deux pôles extrêmes: un laissez-faire poussé, ou bien un interventionnisme zélé.

Dernièrement, l'économie mondiale a connu une crise financière et économique sans précédent. Nous avons vu à l'œuvre des abus au niveau des instruments financiers. La financiarisation de l'économie a largement dépassé la progression de l'économie réelle. Les excès ont conduit à cette crise économique. Par ailleurs, l'expérience économique libanaise montre que même dans ses périodes glorieuses le pays a connu un contraste évident entre le potentiel acquis et la croissance réalisée surtout quand l'économie réelle était à la traîne malgré des disponibilités financières plus qu'abondantes. Ceci étant les inégalités et les excès ne sont pas seulement des éléments rejetés par la morale et la conscience, mais ils provoquent précisément des mouvements opposés à la projection du pendule dans son mouvement favorable. Ils font donc réduire les durées de stabilité et appellent par conséquent à plus d'interventionnisme durant les périodes de régime d'économie libérale.

En tant que chrétien croyant et pratiquant on ne peut qu'être sensible à ces éléments «provocateurs». Mais en tant qu'économistes favorisant l'économie libérale, n'a-t-on donc pas intérêt à prolonger les périodes de stabilité et d'éloigner le spectre des mesures d'interventionnisme au plus tard possible? Il faudrait donc réussir à allonger les cycles 'positifs' du pendule par des mesures de support social. De cette manière le système permet d'étendre les durées des périodes où l'on connaît la moindre dose d'interventionnisme. N'y a-t-il donc pas convergence dans la solution et le problème? Les valeurs et les croyances du Christianisme n'appellent-elle pas à prendre en main le problème des marginalisés ?

Les forces du marché imposent un système qui pousse l'homme à prendre l'initiative, à produire et à faire et non à dépendre et à recevoir. Ce sont là les forces mêmes du système porteur bienveillant et producteur de richesses pour tous.

Mais peut-on oublier les personnes qui pour des raisons qui ne dépendent pas de leur bon vouloir sont laissées pour compte ?

Je n'ai point de doute que non seulement en Chrétien je suis sensible à ces problèmes et voudrais leur trouver une solution au niveau moral et du cœur à l'image des valeurs chrétiennes, mais je suis pertinemment convaincu que j'ai tout intérêt comme opérant économique qui opérerait pour un système économique libéral, à trouver dans ces sensibilités chrétiennes la solution à la problématique économique. Les préconisations chrétiennes sont les sources «du» système

économique libéral qui cherche à perdurer ; c'est ma seconde conviction. Ainsi à partir d'une conviction économique ainsi que d'une sensibilité sociale est née une conviction à la fois économique et sociale !

Principes et Fondements de l'Action

- 1- Favoriser l'économie du marché et préserver ses mécanismes
- 2- Limiter le rôle de l'état en tant que pourvoyeur de services et «patron d'entreprises», promouvoir et encourager l'initiative individuelle. Promouvoir « l'Etat Catalyseur », avec des pouvoirs de dissuasion.
- 3- Faire prévaloir les fondements de l'économie réelle (expérience libanaise) en opposition à la financiarisation de l'activité économique.
- 4- Non à la « fainéantise », oui à l'assistance des démunis, des handicapés, des orphelins, oui à la prise en compte des marginalisés, et à assurer une couverture sociale justifiée.
- 5- Appliquer un système de valeurs tant au niveau des entreprises qu'au niveau de l'économie sociale
- 6- Instaurer des dispositifs fiscaux afin de favoriser l'action sociale ciblée des entreprises et des individus

Axes pour les réflexions futures:

- 1- Le rôle de la dîme et de la «zakat» dans l'économie moderne
- 2- Comment aligner l'économie du marché et son fonctionnement à long terme avec les mécanismes qui empêcheraient les distorsions ponctuelles ? comment prévenir et amortir les grands chocs en s'assurant de la présence de grands nombres d'opérateurs sur le marché (ex. BDL)

